

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Marché public de travaux**

**Extension du poste haute tension Y32  
sur la base aérienne 123 à Bricy (45)**

Version 0 du 24 octobre 2025

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2 DECOMPOSITION ET LOTS .....	4
1.3 MAÎTRE D'OUVRAGE .....	4
1.4 MAÎTRE D'OUVRAGE MANDATE .....	4
1.5 MAÎTRISE D'ŒUVRE .....	4
1.6 CONTRÔLE TECHNIQUE .....	4
1.7 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS .....	4
1.8 OBLIGATION GÉNÉRALES DES PARTIES .....	5
1.9 ASSURANCES .....	5
1.10 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	5
<b>2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>3. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
3.1 CARACTÉRISTIQUES DES PRIX .....	6
3.2 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX .....	7
<b>4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ .....</b>	<b>7</b>
4.1 GARANTIE FINANCIÈRE .....	7
4.2 AVANCE .....	7
<b>5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>8</b>
5.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES ET PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	8
5.2 APPROVISIONNEMENTS .....	9
5.3 TRANCHES OPTIONNELLES .....	9
5.4 PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS .....	9
<b>6. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES .....</b>	<b>10</b>
6.1 DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	10
6.2 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION .....	11
6.3 PÉNALITÉS .....	11
<b>7. CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>12</b>
7.1 PROVENANCE, QUALITÉ ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....	12
7.2 VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....	13
<b>8. IMPLANTATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>13</b>
8.1 PLAN GÉNÉRAL D'IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	13
8.2 PIQUETAGE GÉNÉRAL .....	13
<b>9. PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>14</b>
9.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	14
9.2 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER .....	14
9.3 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ .....	15

9.4	REGISTRE DE CHANTIER .....	15
9.5	PLATEFORME WEB COLLABORATIVE .....	15
<b>10.</b>	<b>ETUDES D'EXECUTION .....</b>	<b>16</b>
<b>11.</b>	<b>INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER .....</b>	<b>16</b>
11.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	16
11.2	EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS .....	16
11.3	SIGNALISATION DES CHANTIERS .....	16
11.4	APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES .....	16
11.5	DEMOLITION DE CONSTRUCTIONS .....	16
<b>12.</b>	<b>DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER .....</b>	<b>16</b>
12.1	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	17
12.2	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	17
12.3	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	17
12.4	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	17
12.5	TRAVAUX NON PREVUS .....	17
<b>13.</b>	<b>RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>17</b>
13.1	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION .....	17
13.2	RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE .....	18
13.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	18
<b>14.</b>	<b>GARANTIES ET ASSURANCES .....</b>	<b>18</b>
14.1	DELAIS DE GARANTIE.....	18
14.2	GARANTIE CONTRE LES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS PAR LE TITULAIRE .....	18
14.3	ASSURANCES .....	18
<b>15.</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>18</b>
<b>16.</b>	<b>JURIDICTIONS COMPETENTES.....</b>	<b>19</b>
<b>17.</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>19</b>
17.1	CLAUSES D'INSERTION SOCIALE .....	19
17.2	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	19
17.3	CLAUSE SUR LA PART DE MARCHE CONFIEE A DES PME OU DES ARTISANS .....	19
<b>18.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>20</b>

# 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne l'extension du poste haute tension existant Y32 nécessaire au raccordement des 2 bâtiments d'hébergement (CRF et T4) en cours de construction sur la base 123 à Bricy.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges Techniques Particulières.

## 1.2 DECOMPOSITION ET LOTS

Le marché n'est pas alloti.

## 1.3 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Service d'Infrastructure de la Défense (SID) Nord-Ouest, représenté régionalement par le pôle CO de Tours.

Il a mandaté un maître d'ouvrage, Crescendo conseil agissant au nom et pour le compte du SID Nord-Ouest.

## 1.4 MAITRE D'OUVRAGE MANDATE

Crescendo conseil

17 Place Sainte Hélène

36000 Châteauroux

Contact : David Drault

Il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage (si mandataire).

Le titulaire devra dans chacun de ses échanges avec le maître d'ouvrage mettre en copie Crescendo conseil.

Tous les avis du maître d'ouvrage mandaté transmis au maître d'œuvre sont réputés avoir fait l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et doivent donc être pris en compte comme s'ils provenaient du maître d'ouvrage.

## 1.5 MAITRISE D'ŒUVRE

OTEIS - Agence de Nantes

9, impasse Claude Nougaro

44800 Saint Herblain

## 1.6 CONTROLE TECHNIQUE

Bureau Véritas Construction

1 rue de Micy

45380 La Chapelle St Mesmin

## 1.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

A3 Coordinations & Diag

1-3 rue Ampère

Parc Comitec

18000 Bourges

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau 1 de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

## 1.8 OBLIGATION GENERALES DES PARTIES

### Préambule

En dérogation à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification de tous les documents transmis au titulaire dans le cadre de son marché, se fera de façon dématérialisée. Il en va de même pour les documents transmis du titulaire au maître d'ouvrage ou à son représentant. L'éventuelle rematérialisation se fera aux frais du titulaire.

*Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG Travaux.*

### Formes des notifications et informations

Après sa signature par l'acheteur, la notification de tout document (avenant, déclaration de sous traitance..) est réalisée par voie dématérialisée (via le profil acheteur ou par mail).

*Cet article déroge à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux.*

### Ordres de service

En dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, tous les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre et font systématiquement l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Cet accord pourra par exemple prendre la forme d'un courrier ou d'un courriel émis par le maître d'ouvrage ou encore d'une notification effectuée par le profil acheteur ou la plateforme numérique commune. Sans cette validation préalable, l'ordre de service est considéré comme nul et non avenue.

*Cet article déroge à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux.*

### Convocation du titulaire – Rendez-vous de chantier

En complément de l'article 3.9 du CCAG Travaux, le titulaire est représenté par une personne ayant toute capacité à prendre des décisions.

En complément de l'article 3.9 du CCAG Travaux, avant que le titulaire débute les travaux de son lot, il est convoqué uniquement lorsque sa présence est nécessaire pour la bonne exécution de l'ouvrage.

## 1.9 ASSURANCES

Le maître d'ouvrage est son propre assureur pour ses opérations de rénovation et de construction de bâtiments

## 1.10 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (hors annexes financières)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le plan général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses annexes
- Les échanges (questions/réponses) lors de l'appel d'offres
- Les éventuels additifs réalisés pendant la consultation
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chaque lot et ses documents annexés
- La série de plans DCE, schémas et croquis, établis par le bureau d'études
- Le calendrier détaillé d'exécution (la dernière version notifiée)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le plan d'installation de chantier
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- La fiche de demande d'agrément du sous-traitant
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB édités et en vigueur premier jour du mois d'établissement des prix et notamment :
  - Les règles de calculs et documents conformes aux D.T.U
  - Les documents techniques unifiés (D.T.U. les normes françaises P (bâtiment), C (électricité), D (gaz))
  - Les normes U.T.E. - U.S.E
  - Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels
  - Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
  - Plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les éléments décrits dans le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (cf NOTA ci-dessous)

*L'ordre des pièces déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux : programme non joint au DCE.*

NOTA concernant le mémoire technique : les éléments décrits constituent des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Ces derniers pourront, par conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ce document. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

## Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, la notification du marché comprend une copie **dématérialisée**, délivrée sans frais par le maître d'ouvrage au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, du CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La rematérialisation éventuelle sera aux frais du titulaire.

*Cet article déroge au 4.2 du CCAG Travaux.*

## 3. PRIX DU MARCHÉ

### 3.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix du marché sont établis Hors TVA.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

- En tenant compte de toutes les sujétions que sont susceptibles d'entraîner les exigences définies aux cahiers des charges et notamment l'exécution simultanée des différents lots visés au présent C.C.A.P.
- En tenant compte des sujétions raisonnablement prévisibles pour un professionnel averti qu'est susceptible d'entraîner l'exécution successive des différents lots visés au présent C.C.A.P, notamment pour ce qui concerne le calendrier d'exécution

En dérogation à l'article 14.2.2, le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si le montant des travaux de cette espèce n'excède pas la **moitié** du montant contractuel des travaux.

*Cet article déroge au 14.2.2 du CCAG Travaux.*

### 3.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

En dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux le mois d'établissement des prix est celui du mois de la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé mois zéro (m0).

Les prix sont révisibles :

- Par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :  $C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$  dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois zéro et au mois  $n$ ,  $n$  étant le mois au cours duquel la prestation est réalisée ( $I_n$ ).
- Si l'index au mois «  $n$  » n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier index publié. La révision calculée est une révision provisoire, elle deviendra définitive au moment où l'index du mois «  $n$  » sera publié.
- Selon les index  $I$  suivants publiés au Moniteur des Travaux Publics ou Bulletin Officiel de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes : BT47

*Cet article déroge au 9.4.2 du CCAG Travaux.*

## 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 4.1 GARANTIE FINANCIERE

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants et modifications unilatérales) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 4.2 AVANCE

En dérogation à l'article 10.1 du CCAG travaux, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Le versement de l'avance est soumis à la fourniture d'une garantie à 1ère demande. Il est toutefois précisé que les cautions personnelles et solidaires ne sont pas acceptées.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

*Cet article déroge à l'article 10.1 du CCAG Travaux.*

## 5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 5.1 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

#### ATTENTION

La maîtrise d'ouvrage a décidé d'utiliser une plateforme informatique partagée pour le traitement des factures de l'ensemble des prestataires du chantier

Les modalités de règlement des comptes du marché seront les suivantes :

#### Acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux, les situations de travaux seront établies mensuellement par l'entrepreneur à l'ordre du mandataire du maître d'ouvrage : Crescendo conseil. Cet état comprend les travaux exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation, évalués en prix initiaux ainsi que le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision si la révision est retenue dans le marché, dès le premier acompte.

Ces situations sont adressées simultanément :

- A OTEIS par voie dématérialisée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception
- au mandataire du maître d'ouvrage – Crescendo conseil par mail

Une fois validée par OTEIS, ce dernier transmet un certificat de paiement au mandataire du maître d'ouvrage pour règlement. Si l'acompte mensuel est validé, il devient facture et permet le paiement à l'entreprise. En cas de correction, le maître d'œuvre en informe l'entreprise pour prise en compte et modification.

Après vérification et, éventuellement, rectification de l'état de situation, OTEIS établit le décompte provisoire mensuel et en calcule le montant de la façon suivante :

- en retranchant du montant de l'état de situation celui du mois précédent, on obtient le montant des prestations accomplies dans le mois considéré ;
- le montant des prestations accomplies sera diminué de la retenue de garantie de 5% comme stipulé à l'article 4.1 du présent CCAP ;

#### Décompte final

En dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte final établi par l'entrepreneur est remis à la maîtrise d'œuvre dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de notification de la réception des ouvrages.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

*Cet article déroge à l'article 12.3.1 du CCAG Travaux.*

#### Formes des demandes de paiement

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;



- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- L'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- Le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révisions de prix ;
- Le montant des approvisionnements (il est établi sur la base de ceux qui sont constitués et pas encore utilisés) ;
- Le montant, éventuel des primes ;
- Le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- Le montant total TTC des travaux exécutés ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

La facture est établie au nom du Maître d'Ouvrage mandaté, agissant au nom et pour le compte de l'ESID de Rennes

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date d'arrivée des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur la plateforme de gestion des situations de travaux (Chorus, ...) sous réserves qu'aucune erreur n'ait été constatée. Dans le cas contraire et conformément à l'article R2192-17 du Code de la Commande Publique ce délai court à compter de la date à laquelle la conformité de la situation est constatée.

Le taux des intérêts moratoires est fixé selon les modalités définies par l'article R.2192-31 du code de la commande publique.

## 5.2 APPROVISIONNEMENTS

Chaque acompte reçu dans les conditions de l'article 10.2 du CCAG comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue de travaux.

Les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, le montant correspondant s'obtient en appliquant un **pourcentage maximum de 30 % au prix mentionné dans la DPGF insérée dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs à la demande.**

A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif mentionnant au minimum **la date à laquelle la livraison a été effectuée**, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Le reste de l'article est inchangé.

*Cet article déroge au 10.4 du CCAG Travaux.*

## 5.3 TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet

## 5.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

Seuls les sous-traitants de premier rang pourront être acceptés. Toutefois, un sous-traitant de second rang pourra à titre exceptionnel être agréé, sous réserve que le titulaire du marché sous-traité produise une explication argumentée au maître d'ouvrage.

Tous les sous-traitants, quel que soit le rang de sous-traitance devront être déclarés (si le montant de la sous-traitance est > 600 euros TTC). Toutefois, seul le sous-traitant de premier rang sera payé en direct par le maître d'ouvrage.

A partir des sous-traitants de second rang, inclus, il sera demandé au sous-traitant de rang supérieur, de produire une preuve de paiement de son sous-traitant avant le solde de son contrat de sous-traitance.

Pour déclarer un sous-traitant, le titulaire devra joindre la fiche d'agrément (fournie au DCE) et transmettre systématiquement le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants.

Le sous-traitant ne facture plus la TVA à son donneur d'ordre (entreprise principale) mais celui-ci procède à une autoliquidation de la taxe lors du dépôt de sa déclaration de TVA.

La déclaration éventuelle de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances,
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

## Modalités de paiement des sous-traitants directs

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## Modalités de paiement direct des cotraitants

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Le cas échéant, le paiement individualisé des cotraitants solidaires ne remet pas en cause leur solidarité vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

# 6. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

## 6.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux court de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à la réception des ouvrages par le maître d'ouvrage. Il comprend la période de préparation, la période de travaux, la période de réception, les congés des entreprises et les jours d'intempéries réputées prévisibles définis au §6.2.

En dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un seul ordre de service précisera le démarrage de l'exécution du marché comprenant la période de préparation et la période d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui est joint au DCE.

*Cet article déroge au 18.1.1 du CCAG Travaux.*

## Calendrier détaillé d'exécution

- A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le bureau d'étude après consultation de l'entreprise.
- Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.
- Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.
- Le calendrier d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service.
- Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 18.1.4 du CCAG Travaux s'applique.
- B) En dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots commence à la date prévue par le calendrier d'exécution.
- C) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 50.2 du C.C.A.G.-Travaux est étendu à 12 mois et majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.
- D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.
- E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié aux entreprises par ordre de service.

*Cet article déroge aux articles 28.2.3 du CCAG Travaux.*

## 6.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles pour la durée totale du marché, est fixé à 15 jours.

Les journées qui répondent aux conditions énoncées ci-dessous pourront être considérées comme intempéries pouvant ouvrir droit à prolongation du délai, sous réserve de la fourniture des justifications nécessaires :

- Température : Inférieur à -2°C mesuré entre 18h J-1 et 18h du jour concerné
- Précipitations : Supérieur à 10mm mesuré entre 6h et 18h du jour concerné
- Vent\* : Supérieur à 60km/h entre 7h et 18h du jour concerné et pendant plus d'une heure
- Neige : Supérieur à 2cm mesuré entre 6h du jour concerné et 6h J+1

\*Les intempéries pour vent seront recevables si des moyens de levage fixes sont installés sur le chantier

Nota : Organisme de référence : station de météorologie la plus proche.

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre ou au titulaire de la mission OPC, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours après leur survenance, toutes circonstance ou évènement (autres que ceux définis ci-dessus) susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

## 6.3 PENALITES

### Préambule

En dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

En dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées ne pourra excéder **25%** du montant total hors taxes du marché de la tranche considérée ou du bon de commande.

En cas de retard ou de non-respect des clauses contractuelles, il existe deux moyens coercitifs :

- La retenue (provisoire) : elle s'applique sur l'acompte mensuel, sur simple constatation, mentionné par écrit (mail, courrier, compte rendu de chantier)
- La pénalité (définitive) : elle s'applique sur l'acompte mensuel et / ou, le décompte général,
  - soit par transformation d'une retenue provisoire en pénalité dans le cas où la situation n'a pas été rétablie
  - soit sur simple constatation et après invitation par écrit (mail, courrier, compte rendu de chantier), restée sans réponse ou sans démonstration satisfaisante que la situation n'est pas imputable au titulaire à l'issue d'un délai de 7 jours, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

### Pénalités ou retenues pour retard dans l'exécution des travaux

Le titulaire subira, par jour de **retard** dans l'achèvement des prestations ou la réalisation des demandes de l'encadrement de chantier (MOE, CT, CSPS, AMO ou OPC), une pénalité ou une retenue journalière de 150,00 Euros par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux

Concernant le retard sur le délai des travaux, au-delà de 15 jours de retard, la pénalité ou la retenue journalière est portée à 1/3000ème du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Ces pénalités ou retenues sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché.

Les pénalités ou retenues sont applicables lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux comparativement au calendrier d'exécution ou, dans l'exécution d'une décision prise en rendez-vous de chantier.

## Autres pénalités ou retenues

Le titulaire subira, sur simple constatations de l'encadrement de chantier (MOE, CT, CSPS, AMO ou OPC) d'une demande non réalisée, une pénalité ou une retenue journalière ou forfaitaire définie dans le tableau suivant (liste non exhaustive) :

Pénalités ou retenues	Occurrence	Valeurs
Retard installation de chantier	Journalière	150,00 €
Retard /absence réunion de chantier	Forfaitaire	150,00 €
Non-respect des règles de sécurité, hygiène, et signalisation chantier	Journalière	150,00 €
Non-respect d'une demande du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, dans la remise de document, d'échantillons ...	Forfaitaire	150,00 €
Retard dans la remise de documents (préparation du chantier – documents de chantier – plans, notes de calculs, devis etc...) (y compris DOE, schéma d'organisation et de gestion des déchets...) Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, la pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.	Forfaitaire	150,00 €
Retard dans le nettoyage de chantier	Journalière	750,00 €
Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins en sortie du chantier	Journalière	150,00 €
Dépose de matériel, matériaux, terre, gravais en dehors des zones prescrites	Journalière	150,00 €
Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition	Journalière	150,00 €
Retard dans l'évacuation de gravats et/ou de bennes à déchets	Journalière	150,00 €
Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace	Journalière	500,00 €
Pénalité absence à une convocation du maître œuvre / ouvrage (hors réunion de chantier)	Forfaitaire	150,00 €
Retard dans la remise d'actes spéciaux et/ou documents relatifs à la sous-traitance	Journalière	150,00 €
Dépassement du délai fixé à l'article 5.1 du présent CCAP relatif à la remise du décompte final au maître d'œuvre	Journalière	100,00 €
Retard nettoyage de la voirie	Journalière	750,00 €
Retard installation es protections collectives	Journalière	750,00 €

### Pénalité pour non levée des réserves

Le titulaire subira par jour de retard dans l'exécution d'une levée de réserve, une pénalité journalière ou une retenue journalière de 50,00 Euros.

*Cet article déroge aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG -Travaux.*

## 7. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

### 7.1 PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## **7.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché dans les conditions suivantes :

### **Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier**

Le C.C.A.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : le Bureau de Contrôle Technique ou le maître d'œuvre.

### **Vérifications et surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits**

Le cahier des charges précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : le Bureau de Contrôle Technique ou le maître d'œuvre.

### **Autres essais et vérifications des matériaux et produits**

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par l'application d'un prix de bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, les frais d'essais et de vérifications sont à la charge de l'entrepreneur si le résultat fait apparaître que les matériaux, produits et composants ne sont pas conformes aux stipulations du marché.

*Cet article déroge aux articles 24.6 à 24.8 du CCAG-Travaux concernant :*

- *La charge des vérifications supplémentaires*
- *Les organismes chargés des vérifications*
- *Les charges des frais de déplacement*

## **8. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le bureau d'étude avant tout commencement des travaux par l'entreprise.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### **8.1 PLAN GENERAL D'IMPLANTATION DES OUVRAGES**

En dérogation à l'article 27.1 du CCAG Travaux, le plan général d'implantation des ouvrages est transmis par le maître d'œuvre au titulaire dans les 8 jours suivants l'ordre de service de démarrage des travaux. En l'absence de réception de ce plan dans les délais précisés ci-avant, le titulaire est tenu de mettre en demeure le maître d'œuvre pour l'obtenir dans un délai permettant de respecter le calendrier détaillé d'exécution.

*Cet article déroge à l'article 27.1 du CCAG -Travaux.*

### **8.2 PIQUETAGE GENERAL**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux.

## 9. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

### 9.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de 1 mois à compter de la date fixée pour l'ouverture du chantier.

Les périodes de préparation et d'exécution ne forment qu'un seul délai, conformément à l'article 6.1 du présent document. La période de préparation est incompressible, sauf si le titulaire a émis des réserves au stade de la passation des marchés de travaux. L'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 6.1 du présent document.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Etablissement et présentation au Maître d'Ouvrage du programme d'exécution des Travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- Etablissement des plans d'exécution, de synthèse, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- Organisation de réunions spécifiques relatives aux relations avec les concessionnaires de réseaux en vue de définir les modalités de raccordements définitifs ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier, voiries provisoires, terrassements, déviements des réseaux, ...).

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Le programme d'exécution des travaux devra préciser (liste non exhaustive) :

- La liste des plans de synthèse et plans d'exécution et contraintes de planification précisant les objectifs calendaires afin de respecter le calendrier d'exécution des travaux ;
- Les moyens en homme et en matériel que le Titulaire prévoit de mettre en place et besoins en puissance électrique de chantier ;
- Le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier ;
- Les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier et sur les voies publiques et/ou privées et repérage de l'emplacement des moyens de levage ;

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

### 9.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

#### Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

#### Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

#### Libre accès du coordonnateur S.P.S.



- Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

### **Obligations du titulaire**

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Le P.P.S.P.S. ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

### **Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

### **Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

En dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, le délai de mise en demeure pour prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) est nul.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire prend sans délai les mesures nécessaires pour supprimer le(s) danger(s) grave(s) et imminent(s), sans mise en demeure préalable.

## **9.3 PLAN D'ASSURANCE QUALITE**

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

## **9.4 REGISTRE DE CHANTIER**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **9.5 PLATEFORME WEB COLLABORATIVE**

La maîtrise d'œuvre a mis en place et administre, à ses frais, une plateforme web collaborative « KROQI » dédiée au projet et accessible simplement par tous les intervenants (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS, OPC, entreprises, ...) depuis un navigateur internet. Elle permet de rassembler tous ces intervenants sur un espace commun d'échange et de collaboration, et garantit la maîtrise documentaire du projet de construction.

Cette plateforme permet de répondre à 2 besoins :

- Boîte à plans
  - Déposer et partager les documents : DCE, RICT, DIUO, PGC, PC, documents d'exécution, ...
  - Déposer et diffuser les comptes-rendus

- Gestion des visas
  - Introduction d'un document d'exécution par l'entreprise avec sollicitation automatique d'un ou plusieurs avis (MOE, CT, ...)
  - Emission des avis par la maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique, ...
  - Suivi des avis avec possibilité de faire des tris par nature d'avis, lot, ouvrages, dates, ...

Cette plateforme web collaborative est d'usage obligatoire pour tous les intervenants du chantier. Les contrats de contrôle technique, coordination SPS et OPC sont prévus en ce sens.

## 10. ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis, selon les lots par :

### **Cas où les ouvrages sont soumis à études d'exécution à la charge de OTEIS :**

Il est fait application de l'article 29.2 du CCAG Travaux qui est complété par les points suivants :

- Avant toute exécution, l'entrepreneur a l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, d'omissions ou contradictions qui soient normalement décelables par un homme de l'art.
- S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit immédiatement les signaler par écrit au maître d'œuvre.
- Les plans et études de détails complémentaires éventuellement établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

*Cet article complète les articles 29.1.4 et 29.1.5 du CCAG-Travaux*

## 11. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

### **11.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **11.2 EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : L'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions mentionnées dans le CCTP et le PGC.

### **11.3 SIGNALISATION DES CHANTIERS**

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions règlementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée dans les conditions indiquées dans le CCTP ou le PGC.

### **11.4 APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES**

Sans objet.

### **11.5 DEMOLITION DE CONSTRUCTIONS**

En dérogation à l'article 31.10.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers qu'après en avoir fait la demande au maître d'œuvre huit jours à l'avance. Le défaut de réponse dans ce délai vaut refus.

*Cet article déroge à l'article 31.10.1 du CCAG-Travaux.*

## 12. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER



## **12.1 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

## **12.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les stipulations du C.C.A.G.-Travaux et du présent CCAP sont applicables.

## **12.3 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions suivantes : Les essais et contrôles prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. seront exécutés sur le chantier par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage en ce qui concerne l'ensemble des ouvrages.

En application de la loi du 4 Janvier 1978 et de ses décrets d'application (intégrés au Code de la construction et de l'habitation), les entreprises doivent procéder à des vérifications techniques. Le coût de celles-ci est réputé être inclus dans le montant de l'offre.

Les résultats des vérifications ou essais seront consignés dans des procès-verbaux établis suivant le modèle figurant dans le document C.O.P.R.E.C. n° 2 (paru dans le Moniteur du 6 Novembre 1998 n° 4954) et transmis au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle.

Le nombre et la nature des essais effectués seront au minimum ceux définis dans le document C.O.P.R.E.C. n° 1 (paru dans le Moniteur du 6 Novembre 1998 n° 4954).

Le Maître d'œuvre ou le bureau de contrôle pouvant si nécessaire demander des essais supplémentaires.

Ces derniers seront rémunérés dans les conditions suivantes :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit par application de la décomposition du prix forfaitaire, soit par application d'un prix de bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.
- Si les résultats ne permettent pas l'acceptation des ouvrages concernés, les dépenses correspondantes à ces contrôles sont à la charge du titulaire.

## **12.4 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION**

Conformément à l'article 40.2 du CCAG Travaux, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre sous format papier et informatique les documents listés à l'article 40.1 du C.C.A.G une retenue forfaitaire égale à 200,00 Euros sera opérée, Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux listés par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, des pénalités ou retenues seront appliquées conformément à l'article 6.3 du présent CCAP.

## **12.5 TRAVAUX NON PREVUS**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

# **13. RECEPTION DES TRAVAUX**

## **13.1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION**

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement et ne peut résulter que d'une décision expresse du Maître d'Ouvrage.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) des lots la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Quinze jours avant les opérations préalables à la réception, les entrepreneurs intéressés doivent présenter l'ensemble des certificats nécessaires à la réception ou la commission de sécurité.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux cahiers des charges.

En dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

*Cet article déroge à l'article 41.1 du CCAG Travaux.*

## **13.2 RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE**

Conformément à l'article 42.1 du CCAG Travaux, des réceptions partielles seront réalisées, avec des phases de travaux déterminées dans le calendrier d'exécution joint au DCE.

## **13.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

Des mises à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages pourront être réalisées conformément à l'article 43.1 du CCAG travaux

# **14. GARANTIES ET ASSURANCES**

## **14.1 DELAIS DE GARANTIE**

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à 12 mois.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## **14.2 GARANTIE CONTRE LES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire du marché garantit le maître d'ouvrage, ses représentants, son mandataire, contre toute réclamation, tout recours juridictionnel, débours, frais et responsabilités relatifs à des dommages qu'il a causés aux tiers, par quelle que manière que ce soit, à l'occasion de l'exécution du présent marché. La décision de réception des travaux ou la signature du décompte général du marché, par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, ne saurait faire obstacle à cette garantie, quelles que soient les modalités de sa mise en œuvre (appel en garantie, action récursoire).

Cette garantie s'applique dans les mêmes conditions s'agissant des dommages causés aux tiers par un sous-traitant du titulaire.

Le bénéfice des dispositions énoncées ci-dessus est étendu au profit du maître d'ouvrage en sa qualité de propriétaire ou détenteur de biens avoisinant le lieu des travaux en cause.

## **14.3 ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

# **15. RESILIATION DU MARCHE**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **16. JURIDICTIONS COMPETENTES**

En cas de litiges dans l'exécution du présent marché, si l'affaire devait être portée devant le tribunal, il est fait attribution de juridiction au tribunal administratif de Rennes.

## **17. CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

### **17.1 CLAUSES D'INSERTION SOCIALE**

Sans objet

### **17.2 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

Sans objet

### **17.3 CLAUSE SUR LA PART DE MARCHE CONFIEE A DES PME OU DES ARTISANS**

Sans objet

## 18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG travaux Marchés Publics par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
4.2	2
3.1	1.8
3.1.2	1.8
3.8.1	1.8
14.2.2	3.1
9.4.2	3.2
10.1	4.2
12.3.1	5.1
12.1	5.1
10.4	5.2
18.1.1	6.1
28.2.3	6.1
19.2.1	6.3
19.2.2	6.3
19.2.3	6.3
19.2.4	6.3
19.3	6.3
27.1	8.1
52.1 et 48.1	9.2
29.1.4	10
31.10.1	11.5

41.1	13.1
42.1	13.2
44.2	14.1
12.4.4	14.2